



FONDATION
CECIN'EST PAS UNE CRISE

« Comment (s') en sortir ? »
Juillet 2016 - Revue N°6



« **L'heure est à** la lutte sans merci contre l'idéologie
des populismes identitaires et à **la construction**,
sans attente et sans relâche,
d'un projet européen
qui vise la cime plutôt que le fossé.»

JEAN-PASCAL LABILLE

24 juin 2016

UN MOT DU PRÉSIDENT



JEAN-PASCAL LABILLE,

Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le thème de ce numéro, « comment (s') en sortir ? », est avant tout un clin d'œil à la conférence que nous avons eu l'honneur et le plaisir d'organiser avec Jean-François Kahn ce 1er juin.

Une conférence dont vous pourrez naturellement lire quelques extraits choisis dans les pages qui suivent. Une conférence qui a aussi démontré, une fois de plus, que si « ceci n'est pas une crise », des gens réfléchissent, des solutions se profilent et des mouvements s'esquissent pour définir « comment s'en sortir ».

Avec l'actualité européenne, ce titre prend une autre dimension...

Le Brexit est devenu une réalité, avec le cortège de questions qu'elle entraîne, tant sur l'avenir de l'Union européenne, que sur l'analyse que l'on peut faire des raisons de la victoire du camp « Leave ».

Ce numéro, nous avons donc voulu qu'il contienne des idées. Des initiatives. De beaux projets. Des mots d'espoir, comme ceux de Mathieu Ricard, qui prouve que l'altruisme est la seule solution aux maux de ce siècle. Un entretien avec Jeremy Rifkin, et un autre du récent Doteur Honoris Causa de l'UCL, Marc de Fleubaey, sur l'avenir du capitalisme. Des initiatives citoyennes, à l'instar de ce que le film « Demain » nous a montré.

Et aussi, parce qu'il n'y a pas que chez nous que les choses bougent, un article passionnant du New-York Times sur l'élection de Khan d'un côté de l'Atlantique... et la candidature de Donald Trump de l'autre côté du même océan.

Alors, comment nous en sortir ?

Il n'y a pas de recette miracle, bien-sûr.

Mais il y a les actions des colibris que vous êtes, que je suis et que nous sommes. Les actions de colibris qui, toutes ensemble, finiront par peser de tout leur poids. C'est là qu'elle est, la réponse à la question de « comment (s') en sortir ? » !

Elle est chez nous, ensemble.

Bonne lecture !

Jean-Pascal Labille,
Président

SOMMAIRE

Brexit : un croisement pour l'Europe

Opinion de la Fondation Ceci n'est pas une crise, le 24/05/2016

p.05

« L'altruisme est la seule réponse pragmatique aux défis du XXIe siècle », une interview de Matthieu Ricard

Par Isaline Bernard, Reporterre, le 27 avril 2016

p.06

« Il faut dépasser le capitalisme », une interview de Marc Fleurbaey

Par Dominique BERNS, le Soir, le 24 mai 2016

p.07

« Ce qui a permis le succès inouï du capitalisme va se retourner contre lui », une interview de Jérémy Rifkin

Par O-P. Moussellard, Télérama, le 18 septembre 2014

p.09

« Demain » booste les initiatives citoyennes

Laetitia Theunis, le Soir, le 18 mai 2016

p.13

Sadiq Khan vs. Donald Trump

Roger Cohen, NY Times, le 9 mai 2016

p.15

Extraits choisis de la conférence « Ceci n'est pas une crise » de Jean-François Kahn,

Bois du Cazier, Marcinelle, 1er juin 2016

p.17



BREXIT : UN CROISEMENT POUR L'EUROPE

Ce matin, un choc.

Plus moyen de refuser de voir que les premiers citoyens européens à qui l'on a mis en mains la décision de quitter ou de rester dans une structure complexe ont décidé de partir.

Plus moyen d'ignorer que d'autres feraient probablement de même si on leur en donnait l'occasion... et que la demande qu'on la leur (re)donne, cette occasion, est de plus en plus forte.

Plus moyen de ne pas voir que sitôt le Brexit annoncé, les nationalismes de tout bord grandissent encore.

Plus moyen de refuser d'entendre que, si le projet européen est, en théorie, une magnifique idée, sa réalisation concrète actuelle - trop unilatéralement marchande et administrative - est un échec aux yeux de beaucoup.

Le Brexit est devenu une réalité, et avec lui survient l'obligation, pour l'Europe et pour ses dirigeants, de se poser de vraies questions.

La question, en premier lieu, de l'opacité de l'Europe aux yeux du citoyen lambda.

De la peur que cette incompréhension suscite, et de l'attrait que les solutions simplistes et populistes engendrent inévitablement, à défaut de propositions audibles par les démocrates.

La question, aussi, du besoin essentiel de revitalisation d'une Europe affaiblie par la façon dont les crises financière et des migrants ont été gérées, par le manque de vraie démocratie, par l'absence d'identité européenne

forte. Il est absurde de penser qu'une communauté puisse se construire en se basant avant tout sur des marchés financiers, sur une bureaucratie et sur la gestion des frontières.

Aujourd'hui, nous sommes à un croisement.

Gardons-nous de proposer des solutions précipitées, toujours simplistes. Mais il faut examiner, d'urgence, quelles sont les pistes d'évolution du projet européen pour qu'il réponde aux besoins, aux espoirs et aux craintes de ses citoyens.

Faut-il offrir une intégration à deux vitesses ? Quel nouveau traité faut-il proposer ? Mais surtout, comment permettre une vraie démocratie, basée sur des choix éclairés, au sein du projet européen ?

Et surtout, n'oublions pas deux choses: la première, c'est que c'est bien des citoyens qu'il faut se préoccuper avant tout.

La seconde, c'est que c'est d'une vraie stratégie dont on a besoin. Une stratégie globale, pensée, organisée, crédible, claire et explicable.

Une stratégie que chaque citoyen européen puisse faire sienne, dans laquelle il comprenne quelle est sa place, quel est son rôle et quel peut être son avenir.

L'heure est en tous cas aujourd'hui à la lutte sans merci contre l'idéologie des populismes identitaires et à la construction, sans attente et sans relâche, d'un projet européen qui vise la cime plutôt que le fossé.

Opinion de la Fondation
Ceci n'est pas une crise
le 24/05/2016



« L'ALTRUISME EST LA SEULE RÉPONSE PRAGMATIQUE AUX DÉFIS DU XXI^e SIÈCLE »

Figure spirituelle du bouddhisme, le dalaï-lama développe, dans son dernier livre, « Nouvelle Réalité », une réflexion sur la responsabilité universelle notamment concernant l'urgence environnementale. À l'âge de l'Anthropocène, explique Matthieu Ricard, qui est proche du dalaï-lama, l'homme doit changer individuellement pour changer le fonctionnement du monde.

ENTRETIEN AVEC MATTHIEU RICARD PAR ISALINE BERNARD

Quelle relation le dalaï-lama entretient-il avec les problèmes environnementaux contemporains ?

Matthieu Ricard : Le dalaï-lama est un citoyen du Tibet, le « toit du monde », où naissent les fleuves qui abreuvent 45 % de l'humanité et où la biodiversité est immense, avec plus d'animaux sauvages que d'êtres humains. Né dans cet environnement, le dalaï-lama a toujours porté le message de la non-violence vis-à-vis des êtres humains, des animaux, de la nature. La non-violence ne consiste pas simplement à ne pas faire violence mais aussi à promouvoir quelque chose de constructif, de positif, de respectueux. C'est considérer autrui. Philosophiquement, le bouddhisme se fonde sur l'interdépendance de tous les phénomènes.

L'interdépendance est donc au cœur de la compréhension du système écologique. Le bouddhisme n'a jamais eu aucun mal à être en harmonie avec tout ce qui consiste à reconnaître, d'abord, la globalité du système et, ensuite, l'importance à la fois d'un engagement personnel et la responsabilité globale. Comme le disait Martin Luther King : « *Nous sommes tous venus dans des esquifs différents, mais nous sommes maintenant tous dans le même bateau.* »

Quelles solutions le dalaï-lama évoque-t-il ?

M. R. : Le dalaï-lama n'a cessé de mettre l'accent sur la compassion, la bienveillance et la solidarité. L'altruisme est la seule et unique solution pragmatique aux défis du XXI^e siècle, dont la crise de l'environnement. Parce que, si on se fiche du sort des générations à venir, le problème environnemental ne nous concerne pas, on ne sera plus là ! Aussi complexe la question soit-elle, politiquement, économiquement et scientifiquement, elle revient, en fin de compte, à l'altruisme versus l'égoïsme.

C'est pour ça que nous avons besoin de cette considération d'autrui, pour avoir aujourd'hui une économie plus positive, plus altruiste, pour avoir une plus grande justice sociale et moins d'inégalités et, surtout, pour préserver le sort de milliards et de milliards de générations à venir et des 8 millions d'espèces animales qui sont nos concitoyens en ce monde.

Quelle rôle détenons-nous dans l'écosystème ?

M. R. : Le sort aujourd'hui est entre nos mains puisque nous sommes entrés dans l'Anthropocène. La question n'est plus seulement théorique : nous avons le pouvoir de détruire ou de préserver cette biosphère. Notre responsabilité s'en trouve immensément accrue et nous ne pouvons pas détourner le regard en disant que c'est pas notre affaire. C'est notre affaire à tous. C'est nous, individus, qui devons changer notre opinion pour que la culture change. Quand la culture changera, les institutions changeront à leur tour, parce que les membres d'une nouvelle culture n'éliront plus les mêmes responsables. Cela ne sera plus les divisions entre la droite et la gauche, nous saurons tous nous unir pour sauvegarder cet univers qui est le nôtre.

Le pape François a publié en juin 2015 une encyclique sur la protection de l'environnement. Peut-on la comparer avec le nouvel ouvrage du dalaï-lama ?

M. R. : Oui et non, dans la mesure où le dalaï-lama ne représente pas les 250 millions de bouddhistes dans le monde, bien qu'il soit une grande figure morale de notre temps. Le christianisme, lui, n'a pas toujours eu une vision très claire à propos de l'environnement, notamment des animaux, mais l'ensemble de conseillers scientifiques très pertinents et bien informés du pape François ont fait que cette encyclique a un poids immense sur le plan moral pour tous les chrétiens et pour l'ensemble de l'humanité. Je crois que c'est un événement majeur, et le point de vue qu'aborde le dalaï-lama dans son dernier ouvrage s'inscrit dans cette optique. On peut espérer que l'ensemble des grands représentants des religions mais aussi de l'éthique, qu'elle soit religieuse ou laïque, parlent tous avec la même voix, le même cœur et la même intelligence.

Propos recueillis par **Isaline Bernard**

Reporterre

le 27 avril 2016.

« IL FAUT DÉPASSER LE CAPITALISME »

Marc Fleurbaey, professeur à Princeton, aux Etats-Unis, est un des grands spécialistes de la justice sociale. Ce mercredi, il sera fait docteur honoris causa de l'UCL. Marc Fleurbaey a participé aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement climatique et de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi sur la mesure de la performance économique et du progrès social. A l'occasion des 50 ans du Core, le prestigieux centre de recherche en économie quantitative de l'UCL, il sera fait docteur honoris causa de l'université néolouvainiste.

Avec le succès du « Capital au XXI siècle » de Thomas Piketty, la question des inégalités s'est imposée dans le débat public. Cela devrait vous réjouir, non ?

Marc Fleurbaey : Il serait plus réjouissant de voir l'horizon de la justice sociale se rapprocher que de le voir s'éloigner, avec l'accroissement des inégalités et l'émergence de sérieux défis environnementaux et géopolitiques. Cela dit, ce phénomène de librairie peut révéler un besoin, chez les citoyens, de retrouver une vision de long terme après la perte des illusions de gauche et de illusions du « tout au marché ».

C'est pourquoi je fais partie d'un groupe de près de 300 chercheurs de toutes les sciences sociales et de nombreux pays qui s'est formé pour produire un rapport sur le « progrès social » au XXIe siècle. Le rapport sortira en ligne, sous une forme provisoire, cet été et nous invitons toute personne intéressée à le lire et à le commenter sur le site du panel (www.ipsp.org) jusqu'en décembre. Nous souhaitons faire de notre rapport le produit d'un grand débat citoyen. L'une des idées: forces de ce travail collectif est qu'il faut aller au-delà de la question des inégalités de richesse et embrasser les multiples

dimensions des injustices : discriminations, inégalités de statut et de pouvoir ; insécurités et conflits, expositions aux risques, accès aux réseaux...

Fondamentalement, sur quelle valeur centrale articuler aujourd'hui le « progrès social » ? L'égalité ?

M. F. : La valeur la plus porteuse aujourd'hui me semble-t-il, c'est plutôt la démocratie, qui combine un impératif d'égalité avec un idéal de respect des personnes et de liberté. Il faut passer d'une quête du « niveau » de vie à une recherche de « contenu » dans la vie de chacun, et cela passe par la prise en main de sa destinée par chacun, et par le respect des valeurs de la population.

Par exemple : les enquêtes révèlent que la santé et la vie en société (notamment la vie familiale) sont des préoccupations essentielles des gens. Et pourtant, les gouvernements veulent maîtriser la montée des dépenses de santé sans se demander quelle part de la richesse les gens souhaitent consacrer à la santé, et au nom de la croissance, on encourage des mobilités professionnelles et des modes de vie et de travail qui détruisent le tissu social de proximité et déstabilisent les couples.

Justement, prenons la flexibilité: elle serait nécessaire pour libérer la croissance et favoriser les créations d'emplois. Mais ne s'agit-il pas aussi de transférer le risque de l'activité économique sur le travailleur ?

M. F. : Mais aussi au risque de contenus et de conditions de travail variables. Les petits entrepreneurs sont soumis à des risques financiers et professionnels très élevés. Dans les deux cas, ces risques rejaillissent sur la vie familiale et sociale. A l'autre extrême, les grands chefs d'entreprise et de nombreux petits chefs prennent très peu de risques pour eux-mêmes et beaucoup pour les autres.

Il faut mieux répartir le pouvoir et le risque dans les organisations et tout spécialement dans les entreprises. La flexibilité n'a vraiment de sens que pour des personnes en situation de responsabilité. La flexibilité des subordonnés, c'est l'abus de pouvoir permanent.

Le beau discours managérial sur les parties prenantes est trop souvent en décalage avec une réalité qui reste dure et inhumaine.

Il y a dix ans, vous publiez un essai intitulé : « Capitalisme ou démocratie? L'alternative du XXIe siècle.» Est-ce, à votre avis, le choix qui s'offre toujours à nous aujourd'hui?

M. F. : C'est bien le choix de notre siècle, mais il ne s'agit pas du tout d'un choix entre marché et planification. Le marché est lui-même une expression de l'idéal démocratique, il faut respecter la liberté d'échange,; à condition d'encadrer le marché avec de solides garde fous. Le capitalisme mine et bride la démocratie, avec un accaparement du pouvoir économique et politique par les élites globalisées, et le maintien dans trop d'entreprises d'un autoritarisme et d'une hiérarchie sociale dignes du XIXème siècle. Il faut dépasser le capitalisme pour faire émerger une économie de marché plus démocratique en partageant le pouvoir selon les intérêts humains en jeu, et pas seulement selon les intérêts financiers.

Il ne s'agit pas de soumettre les transactions économiques à un dirigisme étatique. Au contraire, il faut libérer l'économie et les personnes du pouvoir excessif d'une oligarchie, et promouvoir la décentralisation partout où c'est possible, tout en recherchant la coordination lorsque cela est nécessaire - par exemple, pour les problèmes globaux comme le climat.

Propos recueillis par
Dominique BERNIS
Le Soir,
le 24 mai 2016

« CE QUI A PERMIS LE SUCCÈS INOÛI DU CAPITALISME VA SE RETOURNER CONTRE LUI »

Pour l'économiste américain Jeremy Rifkin, l'heure de la troisième révolution industrielle a sonné. La société va devoir s'adapter.

Il y a vingt-cinq ans, c'était la star du ring, le « boss », vainqueur du communisme par K-O ! Aujourd'hui, le capitalisme est un champion usé par la crise, miné par les contradictions et politiquement à bout de souffle. Pour l'économiste américain Jeremy Rifkin, nous assistons, tout simplement, à son éclipse. Dans un livre passionnant – *La Nouvelle Société du coût marginal zéro* –, il raconte le basculement, inévitable, que nous avons déjà commencé à opérer vers un nouveau système de production et de consommation : les « communaux collaboratifs ». Cette troisième voie (au-delà du sempiternel binôme « capitalisme ou socialisme ») est une forme d'organisation sociale fondée sur l'intérêt de la communauté plutôt que sur la seule satisfaction des désirs individuels, et rendue possible par la troisième révolution industrielle, dans laquelle Internet nous a fait entrer. Un nouveau monde émerge, dynamisé par les réseaux sociaux, l'innovation et la culture du partage. Utopie, encore ? Pour Jeremy Rifkin, c'est déjà une réalité.

ENTRETIEN AVEC JÉRÉMY RIFKIN PAR OLIVIER PASCAL-MOUSSELLARD

Nous nous éveillons, dites-vous, à « une nouvelle réalité – celle des communaux collaboratifs ». Ce réveil ne risque-t-il pas d'être difficile pour les entreprises ?

Jérémy Rifkin : L'économie des communaux collaboratifs est le premier système global à émerger depuis l'avènement du capitalisme et du socialisme au début du XIXe siècle. C'est dire comme l'événement que nous traversons est historique. Au début, le marché capitaliste et les communaux s'épanouiront côte à côte. Mais au fur et à mesure que les communaux gagneront du terrain, un combat terrible va s'engager. Pour survivre, le capitalisme devra se « reconditionner », retoquer son approche du monde et tenter de profiter de la montée en puissance des communaux plutôt que de s'y opposer.

Qu'est ce qui provoque ce changement de paradigme ?

J. R. : C'est le coût marginal zéro. Le coût marginal, c'est le coût de production d'un objet ou d'un service additionnel une fois les coûts fixes absorbés. Or, j'ai découvert l'existence d'un paradoxe profondément enfoui au cœur du capitalisme, et qui n'avait pas encore été mis au jour : ce qui a permis le succès inouï du système va finalement se retourner contre lui.

Chaque entrepreneur, comme nous le savons, est en chasse de nouvelles technologies pour améliorer la productivité de son entreprise, réduire les coûts marginaux, mettre sur le marché des produits moins chers, attirer plus de consommateurs, gagner des parts de marché, et satisfaire les investisseurs. Mais nous n'avions jamais anticipé la possibilité d'une révolution technologique tellement extrême qu'elle pourrait réduire ce coût marginal, pour un ensemble important de biens et de services, à presque zéro, rendant ces biens et services virtuellement gratuits et abondants. Et sapant au passage les bases mêmes du capitalisme.

C'est pourtant ce qu'il se passe ?

J. R. : Nous avons déjà vu le coût marginal se réduire dans les économies traditionnelles, de façon phénoménale, dans les trente ou quarante dernières années. Et les dix dernières années ont encore vu le phénomène s'accélérer. Voyez l'industrie musicale : des centaines de millions de jeunes produisent et échangent de la musique sur Internet, à des coûts marginaux proches de zéro.

Une fois que vous possédez un téléphone mobile ou un ordinateur, échanger de la musique ne vous coûte plus rien, à part votre abonnement au service. La presse, l'édition, les films et bientôt la télévision, attaquée par Youtube, connaissent le même destin. Des millions d'internautes créent aujourd'hui leurs propres vidéos pour pas grand-chose et les postent gratuitement sur le Web. L'industrie du savoir aussi est touchée : avec Wikipedia, des millions d'individus produisent de la connaissance et la diffusent à un coût marginal proche de zéro. Et je ne parle pas des Moocs : en deux ans, 6 millions d'étudiants se sont mis à suivre gratuitement des cours en ligne, issus des meilleures universités du monde.

Mais il ne s'agit là que de biens et services « numériques »...

J. R. : Le vrai virage est là : nous avons toujours pensé qu'il y aurait un « pare-feu », que la réduction à zéro du coût marginal ne toucherait pas les industries traditionnelles. Que le feu, si vous voulez, ne passerait pas des « bits » au monde physique des objets. Ce mur est tombé. Les grandes mutations économiques – et il n'y en a pas eu des centaines dans l'histoire de l'humanité – se produisent quand trois révolutions technologiques convergent au même moment pour construire une plateforme d'opération unique pour l'économie.



Si vous remontez à la révolution hydraulique, puis aux révolutions de la vapeur et de l'électricité, vous vous rendez compte que l'on assiste à chaque fois à la conjonction d'une révolution des communications (facilitation des échanges), d'une révolution énergétique (le « moteur » de l'économie) et d'une révolution des transports et de la logistique (fluidification de la circulation des biens à l'intérieur de cette économie). A chaque grande mutation, ces trois domaines convergent dans une nouvelle structure.

Exemple : au XIXe siècle, l'impression (de journaux, notamment) par des presses à vapeur remplace l'impression manuelle. Arrive le télégraphe. Ces deux moyens de communication profitent de la profusion de charbon à coût modéré, et l'invention de la locomotive permet d'élargir le marché et de fluidifier le commerce. Au XXe siècle, une nouvelle révolution se produit avec le téléphone et la radio, qui convergent avec l'arrivée du pétrole et de la voiture, et provoquent, couplées avec la construction du réseau routier, le boom de la grande mutation urbaine et « suburbaine ».

Et aujourd'hui ?

J. R. : Nous voyons émerger un nouveau complexe communications-énergie-transports, qui donne naissance à l'économie du partage. L'Internet de l'information, déjà largement répandue, commence à converger avec un très jeune Internet de l'énergie, et un début d'Internet des logistiques : trois Internets en un, dans un super « Internet des objets » !

Des compagnies comme Cisco, IBM, General Electric, ont anticipé cette connexion tous azimuts de tous les objets, et commencent à mettre des capteurs partout. Des capteurs, il y en a déjà dans les champs, pour suivre l'évolution de la récolte ; sur la route pour calculer le trafic en temps réel ; dans les entrepôts et centres de distribution, pour mesurer les problèmes de logistique à la seconde près ; dans les magasins de détail, de sorte que quand un client prend un article en main, le capteur peut dire s'il l'a essayé, reposé, au bout de combien de temps, etc. Et maintenant les capteurs connectent tous les objets de la maison, thermostats, machines à laver... Aux alentours de 2030, il y aura quelque chose comme cent trillions de capteurs qui connecteront tout et tous dans un gigantesque réseau « neuronal », construit un peu comme votre cerveau. Et ce Big Data sera disponible à tous.

A supposer que la structure du réseau reste neutre – j'ai conscience que c'est un très grand « si », car rien ne l'assure – et que tout le monde soit traité également, cela veut dire que n'importe qui pourra se connecter sur cet Internet des objets, depuis son mobile, comme il le fait sur l'Internet de l'information, et échanger l'énergie renouvelable qu'il aura lui-même produite...

Car chacun, demain, produira l'énergie dont il aura besoin ?

J. R. : Des milliers de personnes produisent déjà leur énergie pour un coût marginal proche de zéro. En Allemagne, 27% de l'électricité est verte, et la chancelière Merkel avec qui je travaille sur ces questions, vise les 35%. Il faut savoir que les coûts fixes de production de ce type d'énergie vont suivre la même courbe que ceux des ordinateurs : une chute libre.

La source d'énergie, elle, n'est pas un problème : le soleil et le vent sont gratuits, il suffit de les capturer – et nous y arrivons de mieux en mieux. Quant au transport de l'énergie, nous avons vu ces dernières années le début de la transformation de la « grille » de l'énergie en Internet de l'énergie. Des millions de « prosumers » (à la fois producteurs et consommateurs) vont pouvoir vendre, ou échanger, l'énergie dont ils n'ont pas besoin, sur une plateforme internet, à travers tous les continents.

Et les objets physiques sont aussi concernés par la révolution de l'abondance...

J. R. : Oui, grâce aux Fablabs et à l'impression 3D. Les logiciels d'imprimerie sont dans leur majorité en open-source, si bien que ça ne coûtera bientôt plus rien de les télécharger, éventuellement de les améliorer, et de fabriquer soit même de nombreux produits. Le prix du matériau de construction va lui aussi baisser, car il est de plus en plus souvent issu du recyclage de métaux, de plastiques, de bois, etc. Dans deux ou trois ans, il y aura des Fablabs partout.

Maintenant, conjuguez tous les atouts dont je viens de parler : nous parlons alors d'un monde où vous pourrez alimenter votre petite entreprise de production 3D par de l'énergie gratuite que vous aurez produite vous-même ou échangée sur Internet. Un monde dans lequel vous pourrez transporter votre produit 3D dans des véhicules électriques, qui eux-mêmes ont été alimentés par de l'énergie renouvelable. Et dans dix ans maximum, ces voitures seront sans chauffeur. Vous les réserverez sur votre mobile et elle vous localiseront toutes seules avec leur GPS...

Quid du bouleversement de la société et des comportements individuels ?

J. R. : Deux phénomènes majeurs permettent de comprendre comment cette troisième révolution industrielle a déjà commencé à transformer les comportements. D'une part, les jeunes semblent de moins en moins obsédés par l'idée de posséder, d'être propriétaires. Une entreprise comme General Motors, aux Etats-Unis, peut légitimement s'interroger sur son avenir quand elle découvre que l'achat de voitures chez les 18-25 ans aux Etats-Unis est en chute libre.

Le second changement, c'est que, demain, dans une société d'abondance, le capital social deviendra beaucoup plus important que le capital économique ou financier. Et cette mutation radicale commencera dès le plus jeune âge. Prenez les jouets. Aujourd'hui, ils représentent le premier contact de l'être humain avec la propriété, donc avec le capitalisme. Ce jouet que ses parents lui ont offert, l'enfant découvre que c'est le sien, pas celui de son petit copain. Et personne ne le lui conteste.

Mais demain – et en fait aujourd'hui déjà dans de nombreuses familles – les parents emprunteront des jouets pour leurs enfants sur un site internet dédié ; l'enfant l'utilisera pendant quelques semaines ou quelques mois en sachant pertinemment qu'il n'en est pas le propriétaire ; et quand il s'en lassera ses parents renverront le jouet au site web pour que d'autres l'utilisent. A quoi bon garder des dizaines de jouets au grenier, n'est-ce pas ?

Mais le grand bouleversement à l'œuvre dans cet exemple tout simple, ce n'est pas tant que l'enfant pourra, pendant toute sa jeunesse, profiter d'autres jouets mieux adaptés à son âge : c'est le changement qui se produit dans sa tête par rapport à ce que les générations qui l'ont précédé ont connu. Il apprend en effet « naturellement » que les jouets ne sont pas des objets que l'on possède mais des expériences auxquelles on accède pour un temps donné, et que l'on partage avec les autres. Il se prépare en fait, dès son plus jeune âge, à l'économie du partage qui l'attend. C'est une mutation complète de la société. J'ai presque 70 ans et je n'avais jamais, jamais anticipé qu'une chose pareille se produirait.

Mais la société occidentale – aujourd'hui attachée à un modèle vertical et hiérarchique – peut-elle s'adapter rapidement à ce modèle « horizontal » ?

J. R. : Certains s'y mettent, en particulier dans le domaine de l'énergie. Et mieux vaut ne pas trop tarder. Car, comme je l'ai dit aux cinq plus gros groupes énergétiques allemands devant la chancelière Angela Merkel, et aux dirigeants d'EDF : « vous allez changer de métier ».

Quand des millions d'individus produiront leur propre énergie gratuitement et l'échangeront sur Internet, ne comptez pas gagner de l'argent en fabriquant du courant électrique : votre job, ce sera de gérer le Big Data de l'énergie pour faciliter la circulation des flux entre particuliers et entreprises. En Allemagne, le message est passé. En France, il fait son chemin... même si l'on n'est pas encore prêt à quitter la seconde révolution industrielle et son parc nucléaire.

En fait, le changement de génération met beaucoup plus rapidement en branle ces mutations que nos systèmes politiques et économiques. Deux tiers de la génération du Millénaire (celle qui a eu environ 18 ans en l'an 2000) se dit favorable à l'économie du partage et la pratique déjà. Et les pays d'Asie et du Pacifique sont encore plus ouverts que les pays occidentaux sur le sujet. La révolution est mondiale, et on ne mesure pas toujours l'ampleur de ses conséquences.

N'oubliez pas, par exemple, que pour chaque voiture partagée, quinze voitures sont éliminées de la chaîne de production. Or, une étude que je cite dans mon livre a montré que dans une petite ville américaine, en gérant bien le partage de voitures, vous pouvez garantir à chacun à la fois mobilité et fluidité tout en réduisant de 80% le nombre de véhicules sur la route. Il y a 1 milliard de véhicules en circulation dans le monde. Retirez 80% d'entre eux, et faites vous-mêmes le calcul.

Croyez-moi, l'industrie sent déjà le vent du boulet, et elle se prépare. Et d'autres le font aussi, bien avertis de ce qu'on appelle « l'effet 10% » : si les géants de l'industrie classique semblent invincibles, beaucoup d'entre eux ont en effet des marges très étroites. Si 10% de leurs clients quittent le navire et basculent dans l'économie du partage, cela peut suffire à faire tomber ces industries.

La société du coût marginal zéro, c'est un bienfait pour l'écologie ?

J. R. : C'est la meilleure arme pour aller dans le sens d'une société durable. Pour reprendre l'exemple de l'automobile, le fait que les 20% de véhicules qui resteront en usage ne brûlent qu'une énergie non polluante, gratuite et renouvelable est une excellente nouvelle pour la planète.

Si on peut produire des biens et des services pour rien, cela veut dire que l'exploitation de ce que la planète peut encore nous offrir est faite avec une efficacité maximale, sans gâchis. En produisant à un coût marginal zéro et en le partageant dans une économie circulaire – outils, voitures, jouets, vêtements – nous obtenons des avantages immenses en termes de pollution et de dégradation de l'environnement !

Le changement est à la porte. Et la route la plus rapide pour basculer dans la société de l'après-gaz carbonique est sans doute l'introduction, aussi vite que possible, de l'Internet des objets. Je ne sais pas si nous y arriverons, mais je crois que si nous y allons, l'expérience qui attend l'humanité dans le siècle à venir sera beaucoup moins pénible que ce que nous voyons se profiler si nous continuons avec le système actuel.



A l'avenir, la gestion des flux sera donc le nerf de la guerre ?

J. R. : Absolument. Et la grande question politique des années à venir devra porter sur le problème, essentiel, de la neutralité du Web – soit un accès libre et une gestion collective de ce dernier. Disons le clairement : les grandes compagnies du câble et des télécoms, et certains géants d'Internet, remettent en question cette neutralité, voulue par l'« inventeur » de la toile, Tim Berners-Lee. Quand ce dernier a imaginé le World Wide Web en 1990, il a souhaité que le système soit aussi simple d'utilisation que possible, pour que tout le monde puisse en profiter et que personne ne soit abandonné en chemin. Il a réussi, d'ailleurs : que vous soyez patron ou collégien, sur le Net, tout le monde est à égalité.

Mais aujourd'hui, les compagnies du câble rouspètent. Elles disent : « Nous avons mis beaucoup d'argent dans la mise en place des tuyaux, nous voulons gérer les flux autrement en faisant payer des tarifs différents en fonction de la qualité et des volumes des fichiers échangés. Pour nous rembourser de nos investissements, nous devrions pouvoir contrôler les données que nous récupérons, et les commercialiser ». Les cablo-opérateurs ne sont pas les seuls à vouloir le gâteau. En installant des capteurs intelligents sur leurs compteurs, par exemple, les fournisseurs d'énergie aimeraient bien faire remonter toutes les infos utiles sur les habitudes de consommation de leurs clients, et les commercialiser.

C'est donc bien autour du Big Data que se joueront les profits – et les grands débats politiques – dans les prochaines décennies. Songez que Google enregistre chaque jour 6 milliards de recherches, qu'un habitant sur trois ou quatre de la planète est sur Facebook, que Twitter a 160 millions d'utilisateurs, qu'Amazon est le supermarché du monde... Comment s'assurer que ces compagnies ne séquestrent pas les infos qu'elles récupèrent à chacune de nos opérations sur le Net, comment faire en sorte qu'elles n'occupent pas de position de monopole dans leur activité ? Personne ne doit dominer outrageusement la plateforme technologique de l'Internet des objets.

Les centaines de millions d'internautes que nous sommes devenus doivent s'organiser. Rien d'impossible ! Les syndicats sont bien apparus avec le début du capitalisme, parce que les individus isolés ne parvenaient pas à exiger leur part de la production... Je suspecte que, demain, de nouveaux mécanismes émergeront afin que chacun ait un droit de regard sur la façon dont les informations qu'il laisse sur le Web sont utilisées.

Propos recueillis par **Olivier Pascal-Moussellard**

Télérama,
le 18 septembre 2014

« DEMAIN » BOOSTE LES INITIATIVES CITOYENNES

La Transition veut anticiper les chocs majeurs à venir. Depuis le film « Demain », dix initiatives de Transition ont vu le jour. Grâce à l'intelligence collective, les citoyens veulent transformer leur village de façon durable.

DEVELOPPEMENT DURABLE

Mercredi soir, ça bourdonne au Quatre-Quarts. Ce charmant lieu de rencontre et de restauration de Court-Saint-Etienne, ancienne gare du bourg brabançon wallon, s'est mué en QG du mouvement citoyen de la Transition. Ils sont une trentaine, âgés entre 20 et 60 ans, mus par la volonté de faire prendre à leur village un tournant durable. Répartis en six groupes, les idées fusent. Même sur ce sujet ô combien peu sexy qu'est la définition de l'organisation du mouvement.

La naissance de ce dernier est le fait du film *Demain*. Sur son site internet, le mouvement, né en Grande-Bretagne en 2006, explique vouloir « *anticiper les chocs majeurs à venir* », comme « *le changement climatique, la fin de l'énergie bon marché, la fin de la croissance économique* ». En sortant du cinéma, Julien Lesceux a décidé d'amorcer la Transition à Court-Saint-Etienne. La petite trentaine, Stéphanois depuis deux ans, ex-publicitaire, il s'est reconverti en éco-conseiller. Ses deux affiches, des invitations à se réunir pour évoquer la Transition, apposées aux devantures de commerçants alternatifs ont fait mouche.

La première réunion fut un succès. Quelque 110 personnes se sont attablées au Quatre-Quarts pour rêver le devenir de leur village et envisager quelques pistes concrètes. 95 % d'entre elles ont vu *Demain* et ont ressenti un énorme espoir de parvenir, grâce à la collectivité, à amener le monde dans une course plus verte et humaine. « *Les retours sont incroyables, note l'initia-*

teur de cette déferlante citoyenne. Je ne reçois que de l'énergie positive. »

A ce jour, plus de 3.000 initiatives de Transition ont vu le jour. Rien qu'en Wallonie, on en compte 50. Et une dizaine d'entre elles ont vu le jour depuis le film *Demain*. Cyril Dion et Mélanie Laurent y mettent le focus sur des groupements de citoyens qui ont mis sur pied des actions durables (potagers collectifs, monnaie locale, recyclage des déchets etc). Tous visent à construire une société indépendante du pétrole, de façon à la rendre plus résistante aux crises qui la traversent.

Après la première rencontre, où l'on a rêvé le futur du village, vient la seconde, où les Stéphanois envisagent la façon de concrétiser ces envies. Pas question d'appliquer ici le système hiérarchique vertical conventionnel. Il n'y a pas de chef. Chacun s'exprime au travers de sous-groupe et les décisions sont prises collectivement. Si ce processus est lent, il devrait néanmoins permettre l'adhésion de chacun au projet.

Cela n'empêche, Lætitia trépigne. Elle est impatiente de mettre les mains dans le cambouis. Ou plutôt dans la terre. Elle veut en effet s'investir dans l'alimentation durable. Du concret, vite ! « *Mettre rapidement des actions en place, c'est motivant. Et gratifiant aussi, car on montre par là que ce mouvement de la Transition, ce ne sont pas que des belles paroles, justifie-t-elle à l'assemblée. Et puis la visibilité qu'apportent les actions concrètes permet de faire connaître le projet et de rallier d'autres gens à notre projet.* » Lionel, la trentaine, qui a déjà vécu une expérience de Transition à Madère, rejoint son empressement.

Si la frustration gagne ainsi certains, d'autres se félicitent au contraire de la tenue du processus. « *On se connaît à peine, mais on est parvenu à se réunir, à se parler et à s'écouter durant plusieurs heures. C'est un véritable défi qu'on a réussi* », précise Philippe, avant d'être applaudi par l'assemblée citoyenne. Ce processus démocratique a fait émerger quatre grandes thématiques sur lesquelles concentrer désormais son énergie.



A Braine-l'Alleud aussi, *Demain* a cristallisé des envies communes de changements. Une page Facebook a été créée. Un raz-de-marée. En trois jours, plus de 100 villageois ont adhéré à l'idée de créer une initiative de Transition dans la bourgade. « *Vu l'engouement, on s'est précipité pour mettre sur pied une première réunion : 72 personnes étaient présentes* », se remémore Fanni Roussel. Eco-conseillère diplômée en 2015, elle ne ménage pas ses efforts. C'est l'équivalent d'environ une journée par semaine qu'elle consacre aux réunions, au travail administratif, à la recherche de contacts. « *Il faut être investi pleinement.* » Et ça paie. Le réseau se structure à vitesse grand V.

Un groupe pilote de six personnes a vu le jour, alors que d'autres se forment autour de thématiques précises. Favoriser les circuits courts et le bio a résolument le vent en poupe. Et vu qu'on est plus fort à plusieurs, des collaborations se tissent avec d'autres initiatives de Transition des environs. L'intelligence collective est en marche.

Laetitia Theunis

Le Soir ,
le 18 mai 2016

SADIQ KHAN VS. DONALD TRUMP

The most important political event of recent weeks was not the emergence of Donald J. Trump as the presumptive presidential nominee of the Republican Party but the election of Sadiq Khan, the Muslim son of a London bus driver, as mayor of London.

EDITORIAL

Trump has not won any kind of political office yet, but Khan, the Labour Party candidate, crushed Zac Goldsmith, a Conservative, to take charge of one of the world's great cities, a vibrant metropolis where every tongue is heard. In his victory, a triumph over the slurs that tried to tie him to Islamist extremism, Khan stood up for openness against isolationism, integration against confrontation, opportunity for all against racism and misogyny. He was the anti-Trump.

Before the election, Khan told my colleague Stephen Castle, "I'm a Londoner, I'm a European, I'm British, I'm English, I'm of Islamic faith, of Asian origin, of Pakistani heritage, a dad, a husband."

The world of the 21st century is going to be shaped by such elided, many-faceted identities and by the booming cities that celebrate diversity, not by some bullying, brash, bigoted, "America first" white dude who wants to build walls.

It is worth noting that under the ban on Muslim noncitizens entering the country that Trump proposes, Khan would not be allowed to visit the United States. To use one of Trump's favorite phrases, this would be a "complete and total disaster." It would make America a foul mockery in the eyes of a world already aghast at the Republican candidate's rise.

Khan's election is important because it gives the lie to the facile trope that Europe is being taken over by jihadi Islamists. It underscores the fact that terrorist acts hide a million quiet success stories among European Muslim communities. One of seven children of a Pakistani immigrant family, Khan grew up in public housing and went on to become a human rights lawyer and government minister. He won more than 1.3 million votes in the London election, a personal mandate unsurpassed by any politician in British history.

His election is important because the most effective voices against Islamist terrorism come from Muslims, and Khan has been prepared to speak out. After the Paris attacks last year, he said in a speech that Muslims had a "special role" to play in countering the terrorism, "not because we are more responsible than others, as some have wrongly claimed, but because we can be more effective at tackling extremism than anyone else." Khan has also reached out to Britain's Jewish community, vigorously disavowing the creeping anti-Semitism in Labour ranks that last month saw Ken Livingstone, a former London mayor, suspended from the party. As George Eaton observed in *The New Statesman*: "Khan will be a figure of global significance. His election is a rebuke to extremists of all stripes, from Donald Trump to Abu Bakr Al-Baghdadi, who assert that religions cannot peacefully coexist."

Trump as a politician is a product of American fear and anger above all. In the past several weeks, a U.C. Berkeley student has been escorted off a Southwest Airlines flight because he was heard speaking Arabic, and an olive-skinned, curly haired Italian Ivy League economist was taken off an American Airlines flight because he was spotted scribbling mathematical calculations that his seatmate found suspicious.

Trump — described to me by Norm Ornstein, the political scientist, as "the most insecure and ego-driven person in the country" — is the mouthpiece of this frightened America that sees threats everywhere (even in an Italian mathematician).

When Trump declares, "America First will be the major and overriding theme of my administration," the rest of the world hears an angry nation flexing its muscles. Khan's rise, by contrast, is a story of victory over the fears engendered by 9/11. His victory is a rebuke to Osama bin Laden, the Islamic State, jihadi ideology of every stripe — and to the hatemongering politicians like Trump who choose to play the Muslim-equals-danger game. Khan has argued that greater integration is essential and "too many British Muslims grow up without really knowing anyone from a different background."

Sigmund Freud wrote, “It is impossible to overlook the extent to which civilization is built upon a renunciation of instinct.” Donald Trump has written: “I have learned to listen and trust my gut. It’s one of my most valued counselors.” He recently said, “We must, as a nation, be more unpredictable.”

Right.

Put together an egotist, a bully, immense power and a taste for gut-driven unpredictability and you have a dangerous brew that could put civilization at risk. Those small fingers would have access to the nuclear codes if Trump was elected.

In this context, Sadiq Khan’s victory is reassuring because he represents currents in the world — toward global identity and integration — that will prove stronger over time than the tribalism and nativism of Trump.

Roger Cohen
NY Times,
le 9 mai 2016



CONFÉRENCE « COMMENT S'EN SORTIR ? »

EXTRAITS CHOISIS

Historien, écrivain, journaliste, fondateur de Marianne... On ne présente plus Jean-François Kahn. A gauche comme à droite, on redoute ses articles engagés et sa position de libre-penseur. Il était ce mercredi 1er juin notre invité sur le thème «Comment pouvons-nous nous en sortir ?».

Cette soirée était organisée en collaboration avec le Centre d'Action laïque de Charleroi.

« Je pense que le plein-emploi est possible. A la condition de repenser ce qu'est le travail aujourd'hui.

[...]

La décroissance est une utopie, que l'on peut dire positive. Mais tant qu'on a des pays dans la misère, ça me semble peu audible.

[...]

Je suis contre l'idée de bastion: il ne faut pas résister, il faut attaquer, être offensifs pour inventer un projet de société.

[...]

Marine le Pen fait 30% car elle surfe sur le rejet des idéologies soixante-huitardes et le rejet du modèle néolibéraliste & social.

[...]

Le meilleur d'aujourd'hui, ce ne sont que les utopies d'hier : l'enseignement libre, la démocratie, l'abolition de l'esclavage...

[...]

La mondialisation n'empêche pas de changer les choses, elle mondialise tout. Si on invente le progrès, ce sera mondialisé. »

Jean-François Kahn

Propos recueillis à Marcinelle,
le 1er juin 2016



AGENDA

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation pour le second semestre 2016 sur :

NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

NOTRE PAGE FACEBOOK

www.facebook.com/cecinestpasunecrise

NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151
1000 Bruxelles, Belgium

E : info@cnepuc.org

W : www.cecinestpasunecrise.org

F : www.facebook.com/cecinestpasunecrise

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice déléguée



FONDATION
CECIN'ESTPASUNECRISE